

**Acheteur public** : Agence de l'Eau Loire Bretagne

**Direction service** : **Service des moyens généraux**

## Cahier des charges administratives particulières

**Numéro de la consultation** : 25S004

**Objet de la consultation** : Remplacement du système GTB au siège de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

# Sommaire

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>5</b>
1.1 Identification.....	5
1.2 Objet du marché.....	5
1.3 Allotissement.....	5
1.4 Forme et étendue du marché.....	5
1.5 Fractionnement des prestations.....	6
1.6 Lieu d'exécution.....	6
1.7 Langue.....	6
<b>ARTICLE 2 - INTERVENANTS.....</b>	<b>6</b>
2.1 Maître d'ouvrage.....	6
2.2 Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	6
2.3 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI).....	6
2.4 Contrôleur technique.....	7
2.5 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS).....	7
<b>ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>7</b>
4.1 Représentation des parties.....	7
4.2 Échanges dématérialisés.....	8
4.3 Durée et délais.....	8
4.3.1 Durée du marché.....	8
4.3.2 Reconduction.....	8
4.3.3 Délais d'exécution.....	8
4.3.3.1 Délais d'exécution des travaux.....	8
4.3.3.2 Période de préparation.....	8
4.3.3.3 Délai d'exécution des travaux.....	8
4.3.3.4 Calendrier détaillé d'exécution des travaux.....	8
4.3.3.5 Prolongation du délai d'exécution.....	9
4.4 Modalités d'exécution du marché.....	9
4.4.1 Obligations du titulaire.....	9
4.4.1.1 Obligation de conseil.....	9
4.4.1.2 Obligation d'information.....	9
4.4.2 Accès au site.....	9
4.4.3 Constat d'état des lieux.....	9
4.4.4 Implantation des ouvrages.....	10
4.4.4.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	10
4.4.4.2 Réalisation de travaux à proximité de réseaux.....	10
4.4.4.3 Piquetage général.....	10
4.4.4.4 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	10
4.4.4.5 Ouvrage non repérés.....	10
4.4.5 Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	10
4.4.5.1 Provenance des matériaux et produits.....	10
4.4.5.2 Caractéristiques - qualité - vérification - essais et épreuves des matériaux et produits.....	10
4.4.6 Appareil de mesure.....	11
4.5 Préparation - coordination et exécution des travaux.....	11
4.5.1 Période de préparation - programme d'exécution des travaux.....	11
4.5.1.1 Période de préparation.....	11
4.5.1.2 Organisation - Hygiène et sécurité du chantier.....	12
4.5.1.2.1 Installations de chantier.....	12
4.5.1.2.2 Signalisation du chantier.....	12
4.5.1.2.3 Mesures de limitation des bruits et vibrations de chantier.....	12
4.5.1.2.4 Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre :.....	12
4.5.2 Exécution des travaux.....	13
4.5.2.1 Tâches essentielles.....	13
4.5.2.2 Réunions de chantier.....	13
4.5.2.3 Registre de chantier.....	13
4.5.2.4 Communication chantier.....	13
4.5.3 Plan d'exécution - Notes de calculs - Études de détails.....	14
4.5.4 Équipements, matériaux et produits.....	14
4.5.5 Nettoyage.....	14
4.5.6 Échantillons.....	14

4.5.7	Prototypes et propriété intellectuelle .....	14
4.6	Contrôles et réception des travaux .....	14
4.6.1	Essais et contrôles des ouvrages exécutés .....	14
4.6.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	14
4.6.3	Réception .....	15
4.6.4	Documents fournis après exécution .....	15
4.7	Considérations sociales .....	15
4.8	Considérations environnementales .....	15
4.8.1	Gestion des déchets .....	15
4.8.1.1	Schéma d'organisation et de gestion des déchets de chantier .....	16
4.9	Bilan des émissions de gaz à effet de serre .....	16
4.10	Traitement de données à caractère personnel .....	17
4.11	Confidentialité et secret des affaires .....	17
4.12	Conflit d'intérêt .....	17
4.13	Clauses de réexamen .....	17
4.14	Obligations administratives en cours d'exécution .....	17
4.15	Relation Fournisseurs .....	18
4.16	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence .....	18
<b>ARTICLE 5 -</b>	<b>RÉGIME FINANCIER .....</b>	<b>21</b>
5.1	Monnaie et TVA .....	21
5.1.1	Monnaie .....	21
5.1.2	Taux de TVA .....	21
5.1.3	Frais particuliers .....	21
5.2	Forme et contenu des prix .....	21
5.3	Variation des prix .....	22
	$P = P_o \times [\text{index (n)} / \text{index (o)}]$ .....	22
5.4	Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes .....	23
5.4.1	Avances .....	23
5.4.2	Approvisionnements .....	23
5.4.3	Acomptes .....	23
5.4.4	Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s) .....	23
5.4.5	Décompte .....	23
5.5	Intérêts moratoires .....	24
5.6	Modalités de facturation .....	24
5.6.1	Mentions obligatoires .....	24
5.6.2	Transmission des factures .....	24
5.7	Travaux non prévus .....	25
5.8	Prestations similaires .....	26
5.9	Modifications financières pour circonstances imprévisibles .....	26
<b>ARTICLE 6 -</b>	<b>SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 7 -</b>	<b>PRIMES ET PÉNALITÉS .....</b>	<b>27</b>
7.1	Primes .....	27
7.2	Pénalités .....	27
7.2.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux, le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux, la remise des documents en cours ou après exécution .....	27
7.2.2	Pénalités pour absence de participation aux réunions de chantier .....	28
7.2.3	Autres pénalités .....	28
7.2.4	Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal .....	28
7.2.5	Pénalités liées aux considérations environnementales .....	28
<b>ARTICLE 8 -</b>	<b>GARANTIES .....</b>	<b>29</b>
8.1	Garantie de parfaitement achèvement et garanties particulières .....	29
8.1.1	Garantie de parfait achèvement .....	29
8.1.2	Garanties particulières .....	29
8.1.2.1	garantie décennale .....	29
8.1.2.2	Garantie de bon fonctionnement .....	29
8.1.2.3	Modalités d'intervention pendant la période de garantie .....	29
8.2	Responsabilité et assurances .....	30
8.2.1	Responsabilité .....	30
8.2.2	Assurances de responsabilité civile de droit commun .....	30
8.2.3	Assurances de responsabilité civile décennale .....	31
8.2.4	Dispositions communes .....	31
<b>ARTICLE 9 -</b>	<b>RESILIATION .....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 10 -</b>	<b>DIFFÉRENDS ET LITIGES .....</b>	<b>32</b>

10.1	Différends.....	32
10.2	Litiges et contentieux.....	32
<b>ARTICLE 11 -</b>	<b>DEROGATIONS .....</b>	<b>32</b>

# Article 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 Identification

Le présent accord-cadre est porté par l'agence de l'eau Loire Bretagne

**Direction** : Service des Moyens Généraux (SMG)

Adresse : 9 avenue Buffon CS 36339

CP : 45063

Ville : ORLEANS Cedex 2

Tél : +33 02 38 51 73 73

Siret : 184 503 019 00012

Il est représenté par son Directeur Général ou son représentant.

## 1.2 Objet du marché

Les travaux ont lieu en milieu clos et occupé.

Le marché a pour objet le remplacement du système GTB au siège de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne. Le projet intègre des installations techniques de CVC (chauffage, ventilation, climatisation), électricité et GTC (Gestion Technique Centralisée).

Le projet sera articulé autour des objectifs du décret BACS « Building Automation & Control Systems » du 20 juillet 2020 qui impose la mise en place d'un système de contrôle et de pilotage des bâtiments tertiaire dont la puissance de chauffage est supérieure à 290kW (décret étendu aux puissances supérieures à 70kW) et permettant d'atteindre les objectifs de réduction de consommation fixés par le décret tertiaire. La classe d'efficacité BAC à atteindre est la classe B. Ainsi, l'Agence de l'eau souhaite regrouper la gestion de ses installations techniques en une supervision unique centralisée.

Le marché est un marché de Travaux.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Code CPV de la consultation :

Valeur principale : 45331000 - Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation.

## 1.3 Allotissement

L'opération n'est pas allotie. Le remplacement de l'actuel équipement doit être opéré par un prestataire unique pour garantir le bon fonctionnement global de la nouvelle installation. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 1.4 Forme et étendue du marché

Le marché est forfaitaire et comprend :

-la dépose du système actuel des équipements électriques et leur évacuation

-la réalisation des travaux de remplacement du système GTB, comprenant :

- l'infrastructure de câblage, les modifications et compléments/remplacement sur les équipements électriques, capteurs
- l'outil de supervision, les modules d'acquisition des informations,

-la formation du personnel d'exploitation, utilisateur du nouveau système mis en place.

### **1.5 Fractionnement des prestations**

Le marché comporte deux tranches :

Tranche ferme « Travaux sur infrastructure et outil de supervision »

Tranche optionnelle « Travaux de modification sur le primaire de l'installation de chauffage » est liée à la réalisation des travaux de raccordement de l'agence au réseau de chauffage urbain d'Orléans, réseau SOCOS LA SOURCE pour les quartiers sud d'Orléans, gestionnaire DALKIA.

La tranche optionnelle pourra être affermée dans un délai de 11 mois à compter de la date de démarrage de la tranche ferme fixée dans l'ordre de service.

### **1.6 Lieu d'exécution**

Le lieu d'exécution des prestations est : siège de l'agence de l'eau Loire Bretagne 9 avenue Buffon 45063 ORLEANS – Loiret.

### **1.7 Langue**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

## **Article 2 - INTERVENANTS**

### **2.1 Maître d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage est assurée par **l'agence de l'eau Loire Bretagne**.

Le service en charge de l'opération est **le service des moyens généraux**.

### **2.2 Assistance à maîtrise d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage a confié une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) au cabinet CDC Conseil domicilié 29, rue des Martyrs - 37300 Joué-lès-Tours.

Les missions confiées sont :

- Phase 1 : Assistance pour Diagnostic/ Études et validation de la déclinaison du projet
- Phase 2 : Assistance à la passation du marché de travaux de changement de l'équipement GTB (ACT)
- Phase 3 : Assistance et pilotage du marché de travaux
  - vérification des études d'exécution (VISA)
  - direction de l'exécution des travaux (DET)
  - assistance à la formation sur les équipements mis en place
  - assistance aux opérations de réception
  - assistance à la mise en place du contrat de maintenance des équipements
- Phase 4 : Assistance au montage des dossiers de demandes de subvention

### **2.3 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)**

Aucune mission de coordination SSI n'est prévue.

## **2.4 Contrôleur technique**

Aucune mission de contrôle technique n'est prévue, par la maîtrise d'ouvrage. Pour la mise sous tension définitive, le titulaire du marché aura à sa charge la délivrance des fiches d'autocontrôle et les frais de réalisation d'un rapport du bureau de contrôle attestant la conformité des nouvelles installations.

## **2.5 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)**

Aucune coordination en matière de sécurité et de protection de la santé n'est prévue.

## **Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP);
- le calendrier détaillé d'exécution des travaux comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- les plans; les synoptiques récapitulant l'ensemble des installations
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques générales applicable aux prestations objet du marché ;
- l'offre du titulaire technique portant sur les travaux
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

## **Article 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1 Représentation des parties**

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître d'ouvrage lors de la notification du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage notifie sans délai toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés : à la notification du marché. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

En cas de modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire (ex : changement de personnes ayant de pouvoir d'engager la société, raison ou siège sociaux, coordonnées bancaires...) et pouvant influencer sur le déroulement du marché, le titulaire est tenu d'en informer le maître d'ouvrage sans délai.

## 4.2 Échanges dématérialisés

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés, autres que ceux faisant courir un délai, s'effectuent par messagerie électronique. Le titulaire devra accuser réception du message adressé, dans un délai de 2 jours.

En complément des dispositions de l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont émis et notifiés au titulaire par le maître d'ouvrage.

## 4.3 Durée et délais

### 4.3.1 Durée du marché

La durée du marché est globalement de 12 mois à compter de la date de démarrage de la tranche ferme fixée dans l'ordre de service.

### 4.3.2 Reconduction

Sans objet

### 4.3.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont fixés ci-dessous.

#### 4.3.3.1 Délais d'exécution des travaux

Les délais d'exécution des travaux sont fixés comme suit, incluant la période de préparation :

6 mois pour la tranche ferme à compter de la date de démarrage fixée dans l'ordre de service.

1 mois pour la tranche optionnelle 1 à compter de la date de l'affermissement de la tranche.

Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service.

#### 4.3.3.2 Période de préparation

La période de préparation pour la tranche ferme est de 1 mois à compter de la date de démarrage fixée dans l'ordre de service. Pas de période de préparation pour la tranche optionnelle 1.

#### 4.3.3.3 Délai d'exécution des travaux

Le délai des travaux est de 5 mois à compter de la fin de la période de préparation de la tranche ferme et de 1 mois à compter de la date de l'affermissement de la tranche.

#### 4.3.3.4 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé de l'ensemble des travaux est élaboré par dérogation au CCAG-Travaux, par l'AMO sur la base des calendriers fournis par le titulaire.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, l'AMO peut proposer de modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service au titulaire.



#### 4.3.3.5 Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire signale au maître d'ouvrage, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'ouvrage d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

En application du troisième paragraphe de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque l'exécution des travaux est entravée par l'un des phénomènes naturels mentionné ci-dessous, les délais d'exécution sont prolongés. La prolongation des délais d'exécution est équivalente au nombre de jours d'entrave provoqués par le phénomène naturel en cause.

### 4.4 Modalités d'exécution du marché

#### 4.4.1 Obligations du titulaire

##### 4.4.1.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Il doit notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain,
- solliciter tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis,
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

##### 4.4.1.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

#### 4.4.2 Accès au site

Le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance du ou des sites sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution,
- collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier (notamment services municipaux, services des eaux gaz, électricité)

#### 4.4.3 Constat d'état des lieux

Si besoin, un état des lieux contradictoire peut être dressé en présence de représentants notamment du maître de l'ouvrage, de l'AMO et du titulaire pour la mise à disposition gratuite des emprises où sont réalisés les travaux ainsi que celles destinées aux installations de chantier. Ce constat contradictoire est notifié au titulaire.

#### 4.4.4 Implantation des ouvrages

##### 4.4.4.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux

Sans objet

##### 4.4.4.2 Réalisation de travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le maître d'ouvrage notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser. Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

##### 4.4.4.3 Piquetage général

L'opération ne comprend pas de piquetage.

##### 4.4.4.4 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

L'opération ne comprend pas de piquetage spécial.

##### 4.4.4.5 Ouvrage non repérés

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Il prévient le maître d'ouvrage et l'AMO. Il est alors procédé contradictoirement à leur relevé puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux. Les mesures techniques à mettre en œuvre pour assurer le maintien en service de ce réseau font l'objet d'un avenant à la charge du MOA et donnent lieu à une prolongation de délai.

#### 4.4.5 Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

##### 4.4.5.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le titulaire prouve, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'ouvrage et à l'AMO avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause d'équivalence est invoquée sans respecter le délai de 1 mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

##### 4.4.5.2 Caractéristiques - qualité - vérification - essais et épreuves des matériaux et produits

Le titulaire est tenu de mettre à disposition les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et, le cas échéant, au CCTG concernant :

- les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;

- les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;

La liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

#### 4.4.6 Appareil de mesure

Le titulaire fournit les appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisées qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

### 4.5 Préparation - coordination et exécution des travaux

#### 4.5.1 Période de préparation - programme d'exécution des travaux

##### 4.5.1.1 Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

##### Par le maître d'ouvrage :

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;

##### Par l'AMO :

- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en cas d'EXE confiée au titulaire ;
- les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;

##### Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;

- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage et de l'AMO du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage et de l'AMO des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux précisées par le présent document ;

#### 4.5.1.2 Organisation - Hygiène et sécurité du chantier

##### 4.5.1.2.1 Installations de chantier

Les installations nécessaires à la vie du chantier sont réalisées conformément aux indications formulées par le maître d'ouvrage et l'AMO.

Par dérogation aux articles du CCAG-Travaux, l'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître d'ouvrage.

Les emplacements nécessaires seront mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour ses installations de chantier (bungalows) et dépôts provisoires de matériels et matériaux, dans les conditions suivantes : Espace réservé sur parking de l'agence. Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'ouvrage fournira à l'entreprise des sanitaires réservés, un vestiaire localisés en sous-sol, ainsi qu'une salle de réunion.

Un emplacement sera mis à disposition gratuitement par le maître d'ouvrage pour permettre à l'entrepreneur le dépôt provisoire des déchets de chantier. Cet emplacement est localisé sur le plan joint au DCE.

##### 4.5.1.2.2 Signalisation du chantier

Sans objet

##### 4.5.1.2.3 Mesures de limitation des bruits et vibrations de chantier

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- bruits,
- odeurs, fumées, gaz,
- poussières, saletés,
- présence de détritiques divers et graviers,
- dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions,

Le titulaire signale au maître d'ouvrage tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

##### 4.5.1.2.4 Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre :

Conformément à l'article 31.4 du CCAG Travaux, le titulaire prend sur le chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente. Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation du personnel de l'agence si celle-ci n'a pas été déviée.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du titulaire.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'ouvrage peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet. En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable. Cette intervention ne dégage pas la responsabilité du titulaire.

Il appartient au titulaire de prendre toute disposition utile pour remédier au dysfonctionnement occasionné par le personnel intervenant sur le chantier et entravant le bon déroulement de celui-ci.

## 4.5.2 Exécution des travaux

### 4.5.2.1 Tâches essentielles

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le co-traitant mandataire exécute les tâches essentielles suivantes : gestion de projet et la participation aux réunions de chantier.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord du maître d'ouvrage.

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux obligations contractuelles qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, l'acheteur le met en demeure d'y satisfaire. Si le membre du groupement n'a pas déféré à la mise en demeure dans les délais impartis, le mandataire du groupement est tenu de se substituer à lui dans un délai d'un mois suivant l'expiration de ce délai.

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si cette mise en demeure reste sans effet, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans le délai de trente jours. En l'absence de désignation dans ce délai, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement .

### 4.5.2.2 Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu à minima 1 fois par mois + 1 Réunion démarrage et 1 après période préparation, aux jours et heures fixées par le maître d'ouvrage.

Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

### 4.5.2.3 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

### 4.5.2.4 Communication chantier

Sans objet : aucune démarche de communication de chantier n'est demandée.

### 4.5.3 Plan d'exécution - Notes de calculs - Études de détails

Par dérogation à l'article 29 du CCAG travaux, les études d'exécution ont lieu selon les dispositions du CCTP (article C 6.2).

L'élément de mission EXE est confié au titulaire. Les plans, notes et études sont soumis au VISA de l'AMO,

Le titulaire fournit les plans d'atelier et de chantier (PAC) relatifs :

- aux méthodes de réalisation;
- aux ouvrages provisoires;
- aux moyens de chantier.

Le délai de transmission des documents est de 1 mois maximum à compter de la date de démarrage fixée dans l'ordre de service.

### 4.5.4 Équipements, matériaux et produits

Si besoin, à la demande du maître d'ouvrage, les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à son approbation avant leur mise en œuvre.

### 4.5.5 Nettoyage

#### Nettoyage des zones de travail

Outre l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire assure le maintien en état de propreté permanent des zones de travail dans lesquelles il intervient.

Le titulaire, du marché de travaux, a la charge de l'évacuation de ses propres déchets et gravats jusqu'aux lieux de stockage fixés dans les pièces contractuelles d'organisation de chantier du marché. Le titulaire doit le nettoyer fin, avant réception, de tous ses ouvrages.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités prévues.

### 4.5.6 Échantillons

Sans objet.

### 4.5.7 Prototypes et propriété intellectuelle

Le maître d'ouvrage doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP Le présent marché fait application des articles 45 à 48 du CCAG-Travaux.

## 4.6 Contrôles et réception des travaux

### 4.6.1 Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les conditions de mise en service, des essais et du DOE sont précisées à l'article K.12 du CCTP.

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché, le maître d'ouvrage et l'AMO.

### 4.6.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;

- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées ;

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux, faute de quoi la réception ne peut pas être prononcée.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice des pénalités qui peuvent s'appliquer.

#### 4.6.3 Réception

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux, à l'achèvement de chaque tranche.

Le délai pour remédier aux réserves émises lors de la réception préalable est fixé à 15 jours.

Le pouvoir adjudicateur se réserve, avant l'achèvement de la tranche, le droit de prendre possession des ouvrages ou parties d'ouvrages (Cf. Article C.5.5 du CCTP).

#### 4.6.4 Documents fournis après exécution

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux, sont mentionnés à **l'article C.6.2 du CCTP**.

Les documents devront être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG- Travaux.

Ces documents sont présentés en 1 exemplaire papier reproductible, et 1 dématérialisé.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

#### 4.7 Considérations sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

#### 4.8 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique, en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental à **l'article D.3 du CCTP** : Etiquetage environnementale de l'ensemble des matériaux employés par le présent lot, conformément à la norme NFP 01-010.

Le présent marché public comprend un critère environnemental comme critère d'attribution-qui porte sur la gestion des déchets, prévu à l'article E.6 du CCTP.

##### 4.8.1 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information nécessaire pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.



Le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie à l'AMO, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques du marché.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

#### 4.8.1.1 Schéma d'organisation et de gestion des déchets de chantier

Le titulaire est tenu au respect de la méthodologie de valorisation des déchets qu'il propose dans l'offre, notamment :

- Le pré-tri sur le site des différents déchets de chantier,
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, ...).
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité

### 4.9 Bilan des émissions de gaz à effet de serre

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum **de 1 mois** après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard 30 jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.



#### 4.10 Traitement de données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, le « **règlement général sur la protection des données** » RGPD).

Lors de l'exécution du présent marchés, les parties se rapprocheront si besoin pour convenir des engagements pour le traitement de telles données.

Délégué à la protection des données (DPD) de l'agence de l'eau Loire-Bretagne : [cil-dpd@eau-loire-bretagne.fr](mailto:cil-dpd@eau-loire-bretagne.fr).

#### 4.11 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

#### 4.12 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au maître d'ouvrage toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

#### 4.13 Clauses de réexamen

Compte tenu du projet de raccordement de l'agence au réseau de chaleur urbain, il est prévu une clause de rendez-vous afin d'examiner toutes incidences non prévues au présent marché de remplacement de la GTB et convenir si besoin, des modifications par voie d'avenant, dans le respect du code de la commande publique.

#### 4.14 Obligations administratives en cours d'exécution

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire ou **mis à disposition gratuitement**, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

En application des dispositions des articles L.8291-1 et suivants du code du travail, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée des salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Elle doit être présentée aux agents de contrôle.

Le maître d'ouvrage peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article R. 8291-2 du code du travail que les salariés du titulaire d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant ont été déclarés auprès de cet organisme et que leurs cartes ou attestations ont été émises par celui-ci.

Le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier où le salarié exerce son activité.

#### **4.15 Relation Fournisseurs**

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du présent accord-cadre, les relations contractuelles se font dans le respect des principes du service public que sont l'impartialité, l'intégrité, la laïcité et la neutralité dans le respect des règles de la commande publique à savoir l'égalité de traitement, la transparence des procédures et la liberté d'accès à la commande publique.

#### **4.16 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur

l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

### **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants, ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

### **Ajournement des travaux par l'acheteur.**

Conformément à l'article 53 du CCAG travaux, l'ajournement des travaux peut être décidé par l'acheteur. Il fait l'objet d'une décision expresse de ce dernier et donne lieu, suivant les modalités indiquées à l'article 11 dudit CCAG, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

La décision est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

La fin de l'ajournement est prononcée par l'acheteur dès lors que les conditions de reprise sont réunies.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cet ajournement.

Le titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde. Une indemnité d'attente de reprise des travaux peut être fixée suivant les modalités prévues aux articles 13.3. et 13.4. du CCAG travaux.

Il a également droit à indemnisation du préjudice subi s'il démontre le lien direct entre ce préjudice et l'ajournement des travaux.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de l'ajournement en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période d'ajournement.

### **Prolongation du délai d'exécution des prestations ou report du début des travaux**

Lorsque la demande de prolongation ou de report émane du titulaire, elle intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées au présent marché (se reporter à l'article « Prolongation du délai d'exécution » du présent document.).

Sur la base de ces éléments, le maître d'ouvrage peut décider de la prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux, d'une ou plusieurs tranches de travaux ou du report du début des travaux. Il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de prolonger le délai d'exécution ou de reporter le début des travaux peut également être prise unilatéralement par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il en informe le titulaire dans les mêmes conditions que décrit ci-dessus.

En cas de prolongation ou de report, le nouveau délai est d'une durée suffisante pour la réalisation des travaux. La décision de prolongation ou de report précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

### **Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le titulaire ne peut se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'évènement constitutif de force majeure. L'indemnisation figure dans le décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2.1 du CCAG Travaux.

### **Indemnisation**

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

### **Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat**

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'Économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. À défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10 %**, du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

### **Demandes indemnitaires**

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence [article 55.1 du CCAG travaux] et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. [ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...].

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

### **Modalités de communications en cas de crise sanitaire**

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Échanges dématérialisés »).

## **Article 5 - RÉGIME FINANCIER**

### **5.1 Monnaie et TVA**

#### **5.1.1 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

#### **5.1.2 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### **5.1.3 Frais particuliers**

Sans objet

### **5.2 Forme et contenu des prix**

Le prix global et forfaitaire des travaux est détaillé dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Le contenu des prix est établi conformément à l'article 9.1 du CCAG-Travaux. Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des travaux et prestations
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;

- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris : les sujétions résultant de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ; la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations.

À ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire. Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires.

### **5.3 Variation des prix**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre finale (après négociation) par le titulaire par dérogation au CCAG de référence, défini à l'acte d'engagement (ATTR11).

Le prix de la tranche ferme est ferme actualisable :

Si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la fixation du prix, les prix sont actualisés selon la formule suivante :

$$P = P_o (I-3 / I_o)$$

dans laquelle

P = prix actualisé

P<sub>o</sub> = prix fixé dans l'offre du titulaire

Les valeurs prises par l'index de référence BT 47 (base 2010 – identifiant 001710979)

I<sub>o</sub> = valeur de l'indice/index BT47 en vigueur au mois d'établissement des prix, date de remise de l'offre finale

I-3 = valeur de l'indice/index BT47 trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

Le prix de la tranche optionnelle est révisable :

Révision dès lors que la tranche est affermée, en application de la formule suivante :

$$P=P_o \times [\text{index (n)} / \text{index (o)}]$$

Les valeurs prises par l'index de référence BT 47 (base 2010 – identifiant 001710979)

Index (n) correspond au mois n suivant : mois connu à la date de l'affermissement

Index (o) correspond au mois Mo suivant : mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, mois de la date de remise de l'offre finale.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire.

## 5.4 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

### 5.4.1 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché pour les travaux.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

### 5.4.2 Approvisionnements

Le règlement des approvisionnements constitués en vue des travaux est prévu selon les modalités ci-après :

Pour la fourniture des équipements déclinés dans le CCTP, un paiement de 30 % sera réglé au titulaire sur présentation de la facture accompagnée de la commande signée et réceptionnée par le fabricant.

### 5.4.3 Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L2191-4 et R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux de chacune des tranches, au pourcentage des quantités de travaux exécutés sur la base du tableau de synthèse de la DPGF. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, le titulaire adresse sa demande d'acompte au représentant du pouvoir adjudicateur, qui transmettra à l'AMO, pour visa dans un délai de 5 jours, avant de procéder au règlement.

### 5.4.4 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Une retenue de **5 % maximum** et de **3 % maximum** pour les petites et moyennes entreprises est appliquée sur le montant du marché. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Pour l'agence de l'eau, le comptable assignataire de la dépense est celui de l'établissement.

### 5.4.5 Décompte

Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux. le titulaire transmet son projet de décompte final, au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente



jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux. L'agence fera viser les factures par l'assistant à maîtrise d'ouvrage, avant de procéder au règlement.

### **5.5 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **5.6 Modalités de facturation**

#### **5.6.1 Mentions obligatoires**

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération le cas échéant,
- le numéro de l'ordre de service le cas échéant,
- les modalités particulières de règlement le cas échéant,

#### **5.6.2 Transmission des factures**

Les prestations font l'objet de demandes de paiements prenant la forme :

- de projets de décompte périodique établis conformément aux stipulations du présent marché
- de projet de décompte final établis conformément aux stipulations du présent marché. La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.



Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de, soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro, comme par exemple, le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1/>

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

## **5.7 Travaux non prévus**

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-Travaux, les travaux modificatifs doivent faire l'objet d'un avenant entre les parties.

Par dérogations aux article 14.3 et 15 du CCAG Travaux, quelle que soient les augmentations ou diminutions du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire. L'évolution législative ou réglementaire imprévisible doit être en lien avec l'objet du marché le cas échéant. Cette évolution doit avoir un impact sur le droit positif. Le caractère imprévisible est constitué dès lors que les parties n'ont pas pu anticiper cette évolution.

## **5.8 Prestations similaires**

Le maître d'ouvrage peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

## **5.9 Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le maître d'ouvrage.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le maître d'ouvrage se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation au maître d'ouvrage démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

Le maître d'ouvrage vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

**En cas d'acceptation de la demande par le maître d'ouvrage, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.**

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, le maître d'ouvrage et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le maître d'ouvrage :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **Article 6 - SOUS-TRAITANCE**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> ).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance: gestion de projet et la participation aux réunions de chantier.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG-Travaux sont applicables. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une délégation de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

## **Article 7 - PRIMES ET PÉNALITÉS**

### **7.1 Primes**

Sans objet.

### **7.2 Pénalités**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 euros HT.

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

#### **7.2.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux, le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux, la remise des documents en cours ou après exécution**

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux les pénalités de retard seront appliquées dès le retard constaté par le maître d'ouvrage, sans mise en demeure préalable.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux (convenu dans le planning détaillé d'exécution approuvé), lors du repliement des installations du chantier et de lors de la remise des documents en cours ou après exécution, il est appliqué au titulaire une pénalité journalière de **200 €**.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes de la tranche.

### 7.2.2 Pénalités pour absence de participation aux réunions de chantier

Les rendez-vous de chantier sont fixés par l'assistant à maîtrise d'ouvrage. En cas d'absence injustifiée à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à **150 €** par absence constatée, sans mise en demeure préalable.

### 7.2.3 Autres pénalités

Il est par ailleurs prévu l'application des pénalités suivantes :

- Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé  
En cas de non-respect par le titulaire ou un de ses sous-traitants des dispositions relatives à la santé ou la sécurité des travailleurs, après mise en demeure du titulaire, une pénalité égale à **150 €**, sera opérée sur les sommes dues au titulaire sans préjudice du recours éventuel du maître d'ouvrage.
- Pénalités pour infraction aux prescriptions du chantier  
Dans le cas où les prescriptions du chantier ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités, qui interviendront de plein droit, sur la simple remarque du maître d'ouvrage, dès lors que la notification de la prescription ait été écrite préalablement sur les comptes rendus de chantier, avec exécution au plus tard le lendemain.  
Elles concernent le dépôt de matériaux, déchets en dehors des zones prescrites : **150 €** par constat écrit et seront déduites des situations.

### 7.2.4 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

### 7.2.5 Pénalités liées aux considérations environnementales

En cas de non-respect de ses obligations relatives à la traçabilité des déchets, des sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets, le titulaire encourt une pénalité de **150 €** par constat.

## Article 8 - GARANTIES

### 8.1 Garantie de parfait achèvement et garanties particulières

#### 8.1.1 Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois.

Il est prolongé le cas échéant en application de l'article 44.2 du CCAG de référence.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'ouvrage invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'article 44 du CCAG de référence.

Le délai de traitement des désordres relevant de la Garantie de Parfait Achèvement ne doit pas dépasser 15 jours calendaires après signalement du désordre. En cas d'urgence, l'entreprise doit intervenir dans les 2 jours calendaires suivant le signalement.

À compter de la date de réception des travaux, le maître d'ouvrage est susceptible de mettre en place un processus de suivi du « parfait achèvement ».

Le maître d'ouvrage procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué

#### 8.1.2 Garanties particulières

##### 8.1.2.1 garantie décennale

Voir article 8.2.3 ci-après "assurance de responsabilité civile décennale".

##### 8.1.2.2 Garantie de bon fonctionnement

Garantie de bon fonctionnement : 2 ans

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant cette période à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux prestations.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de « huit » (8) jours ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra, « quinze » (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

##### 8.1.2.3 Modalités d'intervention pendant la période de garantie

Pendant la période de garantie, l'entreprise titulaire du présent lot s'engage à assurer l'intervention sur toute défaillance ou dysfonctionnement relevant de ses prestations, conformément à ses obligations contractuelles (garantie de parfait achèvement, bon fonctionnement et garantie décennale, selon les cas).

Les demandes d'intervention seront adressées par le Maître d'Ouvrage ou son représentant (MOE, AMO ou exploitant) :

- Par écrit, via e-mail ou plateforme dédiée (si applicable) à l'adresse suivante : [adresse e-mail SAV de l'installateur]
- Avec les informations suivantes :

- Identification du site
- Description de l'anomalie
- Niveau d'urgence perçu
- Photos si nécessaire

Un accusé de réception de la demande d'intervention devra être émis par l'installateur dans un délai de 24 heures ouvrées.

L'installateur s'engage à intervenir selon les délais souhaités suivants à compter de la demande :

<b>Niveau d'urgence</b>	<b>Délai d'intervention</b>
Panne bloquante / sécurité	Sous 48 heures ouvrées maximum
Panne non bloquante	Sous 5 jours ouvrés maximum
Réglages mineurs / anomalies secondaires	Sous 10 jours ouvrés maximum

Ces délais incluent la première visite sur site. Si la remise en état nécessite des pièces spécifiques ou des moyens techniques particuliers hors garantie, un devis ou une date de remise en conformité devra être proposée **dans les 5 jours** suivant le diagnostic initial.

Les interventions devront être effectuées :

- Du lundi au vendredi, hors jours fériés
- Entre 8h00 et 18h00
- En dehors de ces horaires, une astreinte pourra être organisée si elle a été convenue contractuellement.

Chaque intervention donnera lieu à un compte-rendu technique adressé au Maître d'Ouvrage ou à son représentant dans un délai de 48h après la fin de l'intervention.

## **8.2 Responsabilité et assurances**

### **8.2.1 Responsabilité**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

### **8.2.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

### 8.2.3 Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA). Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil. L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est supérieur à 15 millions d'euros HT.

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police « Tous risques chantiers », « Dommages-ouvrages ».

### 8.2.4 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître d'ouvrage.

## Article 9 - RESILIATION

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG visé par le marché, le marché peut être résilié dans les conditions suivantes : manquement grave et répété aux mesures de sécurité.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de **5%**.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

## **Article 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES**

### **10.1 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### **10.2 Litiges et contentieux**

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif d'Orléans.

## **Article 11 - Dérogations**

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.



Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
4.3.3.4	28.2	Calendrier détaillé élaboré par l'AMO
4.5.1.2.1	31	Facilités données par Maître d'Ouvrage pour l'installation de chantier
4.5.2.3	28.5	Pas de registre de chantier
4.5.3	29	Mission EXE confiée au titulaire – visa AMO
5.3	9.4	Mois M0 = date de remise de l'offre finale
5.4.3	12.2.2	Acompte adressé par titulaire
5.7	13 – 14.3 - 15	Modification et poursuite des travaux soumis à avenant
7.2	19.2.1	Pas exonération pénalité < à 1000 euros HT
7.2.1	19.2.4 et 19.2.3	Pas de mise en demeure préalable pour application des pénalités de retard journalière
8.2.4	8.1.3	Attestation assurance notifiée par titulaire avant notification